

Gatz veut offrir une deuxième voix aux Bruxellois

De Morgen | Trad. Daardaar : [Emilie Duson-Nicolas](#) | 19 mai 2016

Sven Gatz (OpenVld), le ministre flamand des Affaires bruxelloises, plaide pour l'introduction d'une « voix bruxelloise » afin de jeter un pont entre Flamands et Francophones dans la capitale. C'est ce qu'il a affirmé lors de l'émission De Meulemeester in Debat, diffusée sur la chaîne VTM

Gatz souhaite offrir aux Flamands de Bruxelles l'opportunité d'émettre, s'ils le souhaitent, une voix supplémentaire en faveur d'un candidat francophone, outre leur 'simple' voix pour un candidat néerlandophone. Les francophones de Bruxelles pourraient à leur tour émettre une 'voix bruxelloise' pour des candidats néerlandophones. « Cela permettrait de créer une nouvelle génération d'élus politiques forts d'une plus grande légitimité sur l'ensemble du territoire de la capitale », a-t-il expliqué. « Si vous votez aujourd'hui pour le parlement bruxellois, vous votez flamand ou francophone. Un système qui avait peut-être ses avantages il y a vingt ans, mais qui connaît aujourd'hui ses limites, voire qui est carrément dépassé », a poursuivi le ministre. Ce dernier n'entend pas supprimer ce système de scrutin, mais bien y ajouter une 'voix bruxelloise'.

« Les partis actuels sont des partis ethniques »

Dyab Abou Jahjah voit dans cette idée un « signal positif ». Il souhaite cependant aller plus loin et plaide pour la création de partis bruxellois. « On sent que la ville est prête à s'ouvrir à de nouvelles perspectives », affirme Abou Jahjah. « Si les partis actuels ne lui en donnent pas l'opportunité, ce sentiment bruxellois devra trouver son propre mode d'expression politique. »

Abou Jahjah assimile les formations politiques actuelles à des « partis ethniques », de par leur représentativité exclusivement flamande ou francophone. « S'ils ne font pas le choix de devenir des partis bruxellois, d'autres formations verront le jour. » Abou Jahjah ne semble toutefois pas disposé à concrétiser cette intention dans l'immédiat. « Ce n'est pas une priorité, mais bien un moyen de pression », dit-il.

Peu d'enthousiasme du côté de la N-VA

La proposition de Gatz ne suscite pas vraiment l'enthousiasme de son

partenaire de coalition, la N-VA. « La forme concrète que Gatz entend donner à ses propositions reste obscure. D'autant qu'elles ne semblent pas réalistes. Et il faut s'en réjouir, car au travers de cette proposition, le ministre flamand en charge des Affaires bruxelloises distend le lien des Bruxellois avec la Flandre », a dénoncé le parlementaire Karl Vanlouwe. Selon lui, Gatz « confie à l'électeur francophone la majeure partie de la compétence décisionnelle en matière de politique flamande à Bruxelles. En tant que ministre bruxellois, il lui appartient pourtant de représenter les intérêts des Flamands de la capitale ». Il ajoute : « les Flamands veulent pouvoir compter sur leurs propres institutions, sur leur propre politique à Bruxelles... Cette proposition est en tous points contraire à ces aspirations. Je me demande aussi si cette position est partagée par le gouvernement – ce qui n'est bien entendu pas le cas –, et par les autres partis flamands à Bruxelles. En ce qui nous concerne, cette solution est donc à proscrire », conclut Karl Vanlouwe.

Il y a une dizaine de jours, Laurette Onkelinx, cheffe de file du PS bruxellois, a plaidé pour une simplification approfondie des institutions bruxelloises, en suggérant la suppression pure et simple des commissions communautaires flamande, francophone et commune (VGC, Cocof et GGC). Bruxelles deviendrait ainsi une région bilingue à part entière, avec des listes électorales bilingues, avait-elle précisé.